



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 - CAEN Cedex 9

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

**Objet : ACTUALISATIONS DE BILANS DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE
SERRE, D'AUDITS ENERGETIQUES ET CREATION-ACTUALISATIONS DE
DIAGNOSTICS DE PERFORMANCE ENERGETIQUE POUR LES BESOINS DES 9
ETABLISSEMENTS DU GHT NORMANDIE CENTRE**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
Vendredi 31 janvier 2025 à 12H00**

SOMMAIRE

1. SECTION I – ACHETEUR PUBLIC	3
1.1. NOM ET ADRESSE DE L' ACHETEUR PUBLIC	3
1.2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	4
1.3. TELECHARGEMENT DCE	4
1.4. ADRESSE A LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE TRANSMISES	4
1.5. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC	4
2. SECTION II - OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1. DESCRIPTION.....	4
2.1.1. <i>Objet de la consultation</i>	4
2.1.2. <i>Type de marché</i>	5
2.1.3. <i>Allotissement</i>	5
2.1.4. <i>Techniques d'achat</i>	5
2.1.5. <i>Variantes</i>	5
2.1.6. <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i>	5
2.1.7. <i>Lieu d'exécution</i>	5
2.2. DUREE, DELAIS D'EXECUTION	5
3. SECTION III - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE.....	6
3.1. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE	6
3.2. CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
3.3. APTITUDE A EXERCER A L' ACTIVITE PROFESSIONNELLE	6
4. SECTION IV - PROCÉDURE	6
4.1. TYPE DE PROCEDURE.....	6
4.2. VISITE PREALABLE	6
4.3. CONDITIONS DE DELAI.....	7
4.3.1. <i>Date limite de réception des plis</i>	7
4.3.2. <i>Délai minimum de validité de l'offre</i>	7
4.4. LANGUE ET MONNAIE DEVANT ETRE UTILISEES DANS L' OFFRE.....	7
4.5. OUVERTURE DES PLIS ET JUGEMENT DES OFFRES.....	7
4.5.1 <i>Sélection des candidatures</i>	7
4.5.2. <i>Jugement des offres</i> :.....	8
4.5.3. <i>Modalités retenues pour l'analyse des offres</i>	8
4.5.4. <i>Déroulement des négociations</i>	8
5. SECTION V - AUTRES RENSEIGNEMENTS	9
5.1. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
5.1.1. <i>Contenu du dossier de consultation</i>	9
5.1.2. <i>Obtention du dossier de consultation</i>	9
5.2. CONTENU DES PLIS	9
➤ LA CANDIDATURE	10
➤ L'OFFRE composée des pièces suivantes, sous peine de rejet :	10
5.3. REGLE DE NOMMAGE DES FICHIERS DEMATERIALISES	11
5.4. MODALITES DE REMISE DES PLIS	11
5.4.1 <i>Outils requis pour effectuer une réponse électronique</i>	11
5.4.2 <i>Présentation des fichiers de réponse</i>	12
5.4.3 <i>Plis volumineux</i>	12
5.5. TRAITEMENT DES PROGRAMMES INFORMATIQUES MALVEILLANTS (VIRUS)	12
5.6. COPIE DE SAUVEGARDE	13
5.7. « RE-MATERIALISATION » DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES	13
5.8. ATTRIBUTION DU MARCHE	14

1. SECTION I – ACHETEUR PUBLIC

1.1. Nom et adresse de l'acheteur public

Dans le cadre de la passation des marchés, le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de Caen), établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE est représenté par le directeur de l'établissement.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE CAEN NORMANDIE
Direction des affaires juridiques (DAJ)
Cellule marchés publics
Avenue de la Côte de Nacre
14033 CAEN Cedex 9

Renseignements administratifs : Madame Sophie HINCOURT
CHU de Caen – Cellule marchés
Tél. : 02.31.06.53.92
Courriel : hincourt-s@chu-caen.fr

Dans le cadre de l'exécution des marchés, le représentant de chaque établissement partie bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire.

Etablissement	Adresse de l'établissement	Directeur Général
CHU CAEN	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN SIRET : 261 400 931 000 18	Frédéric VARNIER
EPSM	Etablissement Public de Santé Mentale 15 ter rue Saint-Ouen BP 223 14012 CAEN Cedex SIRET : 261 401 277 000 15	Xavier BOUCHAUT
CH ARGENTAN	Centre Hospitalier Fernand LEGER 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex SIRET : 266 100 502 000 19	Stéphane PEAN
CH AUNAY-BAYEUX	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP18127 14401 BAYEUX Cedex SIRET : 261 400 923 000 15	Vincent MANGOT
CH COTE FLEURIE	Centre Hospitalier Côte Fleurie BP 30009 14601 HONFLEUR Cedex SIRET : 200 017 986 000 15	Frédéric VARNIER
CH FALAISE	Centre Hospitalier de Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE SIRET : 261 401 004 000 13	Frédéric VARNIER
CH LISIEUX	Centre Hospitalier Robert BISSON 4 rue Roger Aini BP 97223 14107 LISIEUX CEDEX SIRET : 261 400 915 000 11	Nicolas BOUGAUT

CH PONT L'EVEQUE	Centre Hospitalier de Pont L'Evêque 23 avenue du Rambault 14130 PONT L'EVEQUE SIRET : 261 400 956 000 64	Nicolas BOUGAUT
CH VIMOUTIERS	Centre Hospitalier de Vimoutiers 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS SIRET : 266 100 569 000 18	Nicolas BOUGAUT

1.2. Informations complémentaires

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus en s'adressant impérativement de manière dématérialisée par l'intermédiaire de la fonctionnalité « **❓ QUESTIONS** » via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au plus tard le **14 janvier 2025 à 12 heures 00 - réponses apportées pour le 17 janvier 2025.**

Les renseignements complémentaires éventuels sur les cahiers des charges sont communiqués par le CHU de CAEN, **six jours** au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Le CHU de CAEN se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six jours** calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ce délai sera alors décompté à partir de la date d'envoi des modifications.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables.

1.3. Téléchargement DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil acheteur du CHU de CAEN : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

1.4. Adresse à laquelle les offres doivent être transmises

Les offres doivent **impérativement** être transmises **par voie électronique (voie dématérialisée) exclusivement sur le site** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.
A défaut les offres seront déclarées irrégulières et écartées.

1.5. Type d'acheteur public

- ☐ Etat
☐ Collectivité territoriale
☒ Autre : Établissement public de santé

2. SECTION II - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1. Description

2.1.1. Objet de la consultation

Les stipulations du présent règlement de la consultation (RC) concernent, conformément aux textes réglementaires et normes applicables :

- **L'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre**
- **L'actualisation de l'audit énergétique**
- **La réalisation / actualisation du diagnostic de performance énergétique.**

Ces trois missions constituent des « parties techniques » au sens de l'article 22 du CCAG/PI. A cet effet, chaque établissement partie pourra décider, au terme de chacune de ces missions, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.1.2. Type de marché

Marché(s) public(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public (s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : 1 Classification CPV : 71315400-3 Services d'inspection et de vérification de bâtiment	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

2.1.3. Allotissement

☐ Non ☒ Oui

La prestation comprend 7 lots :

- Lot 1 : actualisation du BEGES pour le CHU Caen Normandie
- Lot 2 : actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour l'EPSM de Caen
- Lot 3 : actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour le CH d'Aunay-Bayeux
- Lot 4 : actualisation du BEGES et du DPE pour le CH d'Argentan
- Lot 5 : actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour le CH Falaise
- Lot 6 : actualisation du BEGES et création du DPE pour le CH Côte Fleurie
- Lot 7 : actualisation de l'audit énergétique pour le CH de Lisieux, le CH de Pont L'Evêque et le CH de Vimoutiers.

2.1.4. Techniques d'achat

Sans objet

2.1.5. Variantes

☒ Non ☐ Oui

2.1.6. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

☒ Non ☐ Oui

2.1.7. Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées sur les différents sites des établissements parties dont le détail figure à l'article 1 du CCTP.

2.2. Durée, délais d'exécution

Les marchés publics prennent effet à leur date de notification jusqu'au 31/12/2027 et se dérouleront selon le calendrier, par établissement, joint au dossier de consultation et qui sera contractualisé par le CHU de Caen lors de la notification des marchés. Le délai d'exécution comprend la production de tout document et/ou rapport prévu(s) au marché.

Le titulaire organise l'opération avec les établissements concernés et établit un planning d'intervention dans les 30 jours suivants la notification du marché.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

3. SECTION III - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

3.1. Conditions relatives au marché

Le marché peut être conclu avec un groupement d'opérateurs économiques, tel que défini aux articles R2142-19 et suivants du Code de la commande publique. Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire désigné devra se porter solidaire de chacun des membres du groupement.

Conformément au II de l'article R2142-22 du Code susvisé, le CHU de CAEN pourra demander la modification de la forme du groupement, après attribution du marché.

Il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un groupement. Dans ce cas seule l'offre du groupement sera prise en considération ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements. Dans ce cas la totalité des offres concernées sera écartée.

3.2. Conditions de participation

Le soumissionnaire doit-il présenter des capacités économiques et financières et/ou techniques professionnelles particulières ?

☐ Non ☒ Oui

- ✓ Certification avec mention délivrée par la COFRAC pour la réalisation ou l'actualisation de diagnostics de performance énergétique.
- ✓ Qualification OPQIBI 1905 relative aux audits énergétiques des bâtiments
- ✓ La licence d'utilisation de l'outil logiciel relatif à la méthode Bilan carbone® si utilisation de cette méthode pour la réalisation ou l'actualisation du bilan des émissions de GES.

3.3. Aptitude à exercer à l'activité professionnelle

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

☒ Non ☐ Oui

4. SECTION IV - PROCÉDURE

4.1. Type de procédure

- ☒ Procédure adaptée (articles R2123-1 à R2123-6 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres ouvert/restrict (articles R2124-2 et R2161-1 à R2161-11 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (articles R2124-5, R2124-6 et R2161-24 à R2161-31 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociation (articles R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique)

4.2. Visite préalable

Des visites facultatives auront lieu **aux dates indiquées ci-dessous** :

Etablissements	Dates et horaires	Contacts	Lieux de RDV
CHU CAEN	06/01/2025 à 9H00	Monsieur LEFRANCOIS	PC sécurité établissement
EPSM	06/01/2025 à 13H30	Monsieur CHARATRE	Accueil établissement
CH AUNAY-BAYEUX	06/01/2025 à 15H30	Madame RUIZ	Hall établissement
CH ARGENTAN	07/01/2025 à 13H00	Monsieur DESPREZ	Accueil établissement
CH FALAISE	07/01/2025 à 9H00	Monsieur GADEK	Service technique établissement
CH COTE FLEURIE	08/01/2025 à 9H00	Monsieur DESTIN	Site de Cricquebœuf, hall principal
CH LISIEUX	08/01/2025 à 13H30	Monsieur GAVARD	PC sécurité établissement
CH PONT L'EVEQUE	08/01/2025 à 15H30	Monsieur GUYOMARD	Accueil établissement
CH VIMOUTIERS	07/01/2025 à 15H30	Monsieur DROUIN	Service technique établissement

Il est conseillé aux candidats de participer à ces visites afin d'appréhender correctement l'étendue des prestations demandées, étant entendu que le titulaire du marché ne saurait se prévaloir du manque de renseignements concernant toutes les sujétions rencontrées en cours d'exécution.

Aucune autre visite ne pourra être programmée en dehors de ces dates.

4.3. Conditions de délai

4.3.1. Date limite de réception des plis

Vendredi 31 janvier 2025 à 12h00

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées seront écartés et non-ouverts.

4.3.2. Délai minimum de validité de l'offre

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

4.4. Langue et monnaie devant être utilisées dans l'offre

Tous les documents doivent être impérativement rédigés en langue française ou faire l'objet d'une traduction en langue française.

Le soumissionnaire est informé que le marché sera conclu en euros.

4.5. Ouverture des plis et jugement des offres

4.5.1 Sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles L2141-1 du Code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
 - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
 - ☐ Niveau spécifique minimal exigé.
- Capacités techniques et professionnelles :
 - ☐ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
 - ☒ Niveau spécifique minimal exigé.

Il est demandé à chaque candidat de fournir :

- ✓ la certification avec mention délivrée par la COFRAC pour la réalisation ou l'actualisation de diagnostics de performance énergétique ;
- ✓ la qualification OPQIBI 1905 relative aux audits énergétiques des bâtiments ;
- ✓ la licence d'utilisation de l'outil logiciel relatif à la méthode Bilan carbone® si utilisation de cette méthode pour l'actualisation du bilan des émissions de GES.

4.5.2. Jugement des offres :

« L'offre économiquement la plus avantageuse » est choisie et appréciée en fonction des critères pondérés ci-dessous :

1) Valeur financière : 55 %

2) Valeur technique : 45 % :

- a) les moyens humains dédiés à l'exécution de la prestation : 10 %
 - la composition de l'équipe (personnel technique, administratif et encadrement)
 - le profil (qualifications, expériences et compétences dans le milieu hospitalier, formations suivies notamment Version 5 de la méthode de l'ADEME...) et les modalités d'affectation des intervenants (rôle de chacun)
 - l'organigramme et l'organisation fonctionnelle
- b) les moyens matériels, logistiques et supports opérationnels affectés à la prestation, aux intervenants : 5 %
- c) le mode opératoire défini et les modalités d'organisation pour la réalisation des rapports phase par phase (CCTP), opération par opération (DPGF) sous forme d'une note méthodologique précisant : 30 %
 - Le calendrier prévisionnel détaillé précisant la durée de chaque phase, le temps passé par type d'intervention, rapports types...
 - Le cadrage des prestations avec l'établissement
 - Les réunions, points d'information et d'avancement avec l'établissement
 - Les livrables
 - Les modalités de restitution des résultats

Le CHU de CAEN pourra demander aux soumissionnaires de préciser ou compléter la teneur de leurs offres.

4.5.3. Modalités retenues pour l'analyse des offres

La note relative au critère financier sera noté sur 55 points et calculé de la manière suivante sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire :

$$\text{- Note financière} = \frac{\text{Montant du DPGF le plus bas}}{\text{Montant du DPGF de l'offre analysée}} \times 55$$

La valeur technique sera notée sur 45 points. Pour chacun des sous-critères, la grille d'évaluation sera établie selon un barème allant de 0 à 20 (0 correspondant à Très Insuffisant et 20 à Excellent).

Les offres inappropriées au sens de l'article R2152-1 du code de la commande publique ne pourront faire l'objet d'une étude et seront éliminées.

La note globale de l'offre remise par les candidats sera faite sur 100 points.

4.5.4. Déroulement des négociations

Le CHU de Caen limite à 3 le nombre de soumissionnaire admis à participer à la négociation :

- Si le nombre de soumissionnaires ayant remis une offre appropriée est inférieur à 3, le CHU de Caen pourra envisager une négociation avec les seuls candidats sélectionnés.

- Si le nombre de candidats ayant remis une offre appropriée est supérieur à 3, le CHU de Caen sélectionnera les candidats au terme du classement établi sur la base des critères de sélection des offres fixés ci-dessus.

Cette négociation se déroulera par écrit (courriels ou courriers) ou par des entretiens individuels (sur site ou par visioconférence), actés par un écrit. Ceux-ci seront informés par mail de la date de l'entretien. Dans le cas d'un entretien individuel, l'absence d'un soumissionnaire entraînera le rejet de son offre. En cas de négociation, il sera laissé un délai raisonnable de réponse aux candidats en fonction de l'importance de la négociation. Ce délai n'est pas figé.

Les éléments du contrat qui pourront faire l'objet de la négociation sont d'ordres administratif, technique et financier. Des précisions, clarifications, ou compléments pourront être demandés par le CHU de Caen aux candidats sur leur offre. Cependant, ces demandes et la négociation ne peuvent avoir pour effet de modifier les éléments fondamentaux de l'offre, dont la variation serait susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

Le cas échéant, le CHU de Caen pourra décider d'attribuer le(s) marché(s) sur la base des offres initiales, sans négociation.

Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre prendront valeurs contractuelles s'il est retenu.

5. SECTION V - AUTRES RENSEIGNEMENTS

5.1. Mise à disposition du dossier de consultation

5.1.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier remis comprend :

- L'acte d'engagement (ATTR11) ;
- Le présent règlement de la consultation et son annexe « *Nommage de fichiers* » ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe « *Code CHORUS* » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (un par lot) ;
- Le cadre de composition d'équipe ;
- Le calendrier par établissement ;
- Les pièces servant à la constitution de la candidature (DC1 et DC2) ;
- Les annexes (anciens rapports de BEGES, d'audit énergétique et des DPE par établissement) ;
- La charte graphique du CHU de Caen.

5.1.2. Obtention du dossier de consultation

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est téléchargeable gratuitement à via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'identification n'est pas obligatoire. Cependant, il est vivement conseillé de s'identifier sur le portail, les candidats devront pour cela créer un compte via le menu « S'identifier / S'inscrire » afin d'obtenir un couple identifiant/mot de passe et ce afin d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le CHU de CAEN, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : AdobeR Acrobat R (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip).

Les formats de fichiers envoyés et acceptés par le CHU de CAEN sont les suivants : ZIP, JPEG, DOC, XLS, PDF.

5.2. Contenu des plis

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des documents, et dans un souci d'égalité de traitement, il sera fortement apprécié et recommandé aux soumissionnaires d'utiliser

les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) et ATTR11 (acte d'engagement) joints au dossier de consultation.

Cependant, les soumissionnaires ont la possibilité d'utiliser le document unique de marché européen (DUME), disponible gratuitement à l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Si celui-ci a déjà été transmis lors d'une précédente consultation et tant que les informations présentées demeurent valables, les soumissionnaires sont dispensés de ce nouvel envoi.

A défaut, les soumissionnaires ont à produire un dossier complet comprenant :

➤ **LA CANDIDATURE**

- ☒ **La lettre de candidature (formulaire « DC1 ») ou forme libre :**
 - Attestation sur l'honneur pour justifier que le soumissionnaire n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique mentionnés ;
 - Numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIRET) ;
 - Désignation de la personne habilitée à engager la société (nom, prénom, qualité) ;
 - Si l'entreprise est en redressement judiciaire : la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

- ☒ **La déclaration du candidat (formulaire « DC2 » ou équivalent) présentant les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du soumissionnaire, à savoir :**
 - Le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, le cas échéant ;
 - L'effectif moyen annuel et l'importance du personnel d'encadrement ;
 - **La liste de références équivalentes à celles de la présente consultation ;**
 - Une description de l'équipement technique, des mesures employées pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de l'entreprise ;
 - Les certificats de qualifications professionnelles, la preuve de la capacité du soumissionnaire pouvant être apportée par tout moyen ;
 - **L'obtention de la qualification OPQIBI 1905 relative aux audits énergétiques des bâtiments ;**
 - **La licence d'utilisation de l'outil logiciel relatif à la méthode Bilan carbone® si utilisation de cette méthode pour l'actualisation du bilan des émissions de GES ;**
 - **La certification avec mention délivrée par la COFRAC pour la réalisation ou l'actualisation de diagnostics de performance énergétique.**

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (article R2142-3 du Code de la commande publique).

En cas de **groupement d'opérateurs économiques**, chacun des membres signera le formulaire « DC1 » et fournira l'ensemble des pièces ci-dessus énumérées.

Enfin, en cas de **sous-traitance**, le soumissionnaire complètera le formulaire « DC4 » et joindra les documents requis par le présent règlement de la consultation permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant envisagé.

Le soumissionnaire peut également joindre les pièces et certificats fiscaux et sociaux attestant qu'il a satisfait à ses obligations en matière d'impôts, taxes et cotisations sociales.

A défaut, il sera fait application de l'article 5.8. du présent règlement de la consultation.

➤ **L'OFFRE** composée des pièces suivantes, **sous peine de rejet** :

- ☒ Un acte d'engagement à compléter (***transmis au format Word, ou PDF modifiable***) * ;

- ☒ Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour chaque établissement (sous format PDF et Excel) ** ;

- ☒ Une note méthodologique permettant d'apprécier l'exhaustivité de l'offre par rapport aux exigences du C.C.T.P. et la qualité des prestations proposées, précisant notamment :
 - les moyens humains ;
 - les moyens matériels, logistique et supports opérationnels ;
 - le mode opératoire définit et les modalités d'organisation (dont un planning détaillé par phases des interventions).
- ☒ Le cadre de composition de l'équipe ;
- ☒ Tous autres documents à l'initiative du soumissionnaire permettant de mieux appréhender son offre tels que les documentations commerciale, technique, le(s) manuel(s) d'utilisation, etc.
- ☒ Un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal correspondant au compte visé à l'acte d'engagement.

*****Les annexes financières seront nécessairement jointes au format Excel modifiable***

***L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la transmission et la signature de l'acte d'engagement ne sont plus obligatoires. Les soumissionnaires retenus sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature d'un acte d'engagement complété du numéro de marché et des annexes le cas échéant.**

En cas d'absence d'une de ces pièces, le CHU de CAEN se réserve le droit d'écarter le soumissionnaire de la présente consultation.

5.3. Règle de nommage des fichiers dématérialisés

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, **le soumissionnaire est invité à respecter si possible le modèle de présentation et l'indexation des documents comme indiqué ci-dessous et dans l'annexe "Nommage des fichiers fournisseurs"**

Le nom des fichiers se composent de 3 parties séparées par "_", comme suit : **DD_XXXX_FFFF**

DD abréviation du nom du dossier (DC pour le dossier de candidature, DF pour le dossier financier et DT pour le dossier technique)

XXXX nom de la pièce (se reporter à l'indexation de l'ANNEXE)

FFFF nom du fournisseur

S'agissant de la désignation des fichiers, l'usage des caractères alphanumériques, c'est-à-dire des dix chiffres arabes allant de 0 à 9 et des 26 lettres de l'alphabet latin sans diacritiques comme les accents ou le tréma est seul autorisé

Enfin, les soumissionnaires apporteront une attention particulière lors de la formalisation des annexes financières. La trame de base ne sera pas modifiée et les bordereaux seront transmis au format tableur, exploitable informatiquement.

5.4. Modalités de remise des plis

Les candidatures et les offres sont **impérativement et exclusivement** transmises par voie électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page.

5.4.1 Outils requis pour effectuer une réponse électronique

Le soumissionnaire doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ici, en plus de ses logiciels bureautiques habituels :


- **Une machine virtuelle Java** (Java Runtime Environment J2SE en version 4 : JRE 1.4.2_04 et supérieure, version 5 : JRE 1.5.0_06 et supérieure, ou version 6 : JRE 1.6.0_01 et supérieure). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).

5.4.2 Présentation des fichiers de réponse

Le manuel d'utilisation est disponible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

Afin de déposer sa réponse, le soumissionnaire doit se connecter au site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et s'identifier avec son compte (couple identifiant/mot de passe). Il accède à son Espace puis à la procédure concernée pour réaliser la réponse par voie dématérialisée (cliquez sur  Dépôt).

Le soumissionnaire procède alors à l'opération de dépôt des fichiers en suivant les instructions de la plate-forme.

A noter qu'il n'est pas nécessaire de déposer un fichier compressé (au format ZIP par exemple). Le site Internet compressera de lui-même les fichiers déposés avant leur envoi sur le réseau Internet.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme.

Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du contrat.

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, l'offre doit être transmise en une seule fois. A défaut, seule la dernière offre réceptionnée sera ouverte.

5.4.3 Plis volumineux

Il est indiqué au soumissionnaire que la plate-forme ne présente pas de limite concernant la taille des documents à transmettre mais que **la durée de l'étape de transfert dépend très fortement de la taille du fichier de réponse et du débit de la connexion Internet.**

En tout état de cause, la transmission complète devra intervenir avant les dates et heures limites de réception publiées dans l'avis d'appel public à la concurrence et au présent Règlement de Consultation, sous peine d'élimination.

5.5. *Traitement des programmes informatiques malveillants (virus)*

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, sera traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est rappelé aux soumissionnaires que, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le CHU de Caen peuvent faire l'objet d'une réparation.

Le CHU de Caen conserve alors la trace de la malveillance du programme et, s'il décide de tenter une réparation, conserve également la trace des opérations de réparation réalisées.

- Concernant les éléments de **la candidature qui n'est pas accompagnée d'une copie de sauvegarde**, le fichier électronique qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le soumissionnaire concerné en est informé. Toutefois, le CHU de Caen pourra décider de faire application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique et demander au soumissionnaire de procéder à un nouvel envoi du document.
- Concernant les éléments de **l'offre, la réponse non accompagnée d'une copie de sauvegarde** et qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputée n'avoir jamais été reçue et le soumissionnaire concerné en est informé.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, le soumissionnaire ne doit utiliser ni les exécutables notamment les « exe », « com », « bat », « pif », « vbs », « scr », « msi », « eml » ni

les « macros ».

Les antivirus utilisés au CHU de Caen sont SYMANTEC ANTIVIRUS (serveur mis à jour quotidiennement), présent sur tous les micro-ordinateurs de l'établissement, et TREND MICRO INTER SCAN (mise à jour toutes les heures) pour toutes les informations amenées par messagerie ou Internet.

Si la récupération des fichiers n'est pas possible ou s'ils n'ont pas fait l'objet d'une réparation, et si le soumissionnaire a transmis dans les conditions spécifiées ci-après, une copie de sauvegarde, celle-ci sera ouverte par le CHU de Caen.

5.6. **Copie de sauvegarde**

Le soumissionnaire dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de **sa réponse électronique**. La copie de sauvegarde est une copie des fichiers de la réponse destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux fichiers transmis par voie dématérialisée au CHU de Caen.

La copie de sauvegarde sera impérativement envoyée à l'adresse et dans les délais indiqués au présent règlement de consultation sur support papier ou sur support physique électronique.

Le support physique électronique est une alternative au support papier : le cas échéant, les documents comporteront une signature électronique. Le CHU de Caen accepte les cd-rom, les dvd et les clés USB, tout autre support sera réputé non reçu.

Cette copie remise sous pli scellé, devra comporter obligatoirement la mention lisible, « **Copie de sauvegarde** – Procédure adaptée « *Actualisations de BEGES, d'audits énergétiques et de création - actualisations de DPE pour les besoins du GHT Normandie Centre* » et être remise contre récépissé au secrétariat de la cellule marchés publics, avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page.

A défaut, elle sera transmise par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception, et d'en garantir la confidentialité.

Les documents remis devront respecter précisément les exigences du présent règlement.

Cette copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve d'être parvenue dans les délais de dépôt :

- en cas de défaillance du système informatique ou si un virus est détecté dans les documents électroniques transmis par le soumissionnaire. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le CHU de Caen.
- en cas d'offre dématérialisée non parvenue dans les délais de dépôt.
- en cas d'offre dématérialisée n'ayant pu être ouverte.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits par le CHU de Caen.

5.7. **« Re-matérialisation » des documents électroniques**

Les documents transmis par voie électronique ou sur support physique électronique pourront être « re-matérialisés » après l'ouverture des plis.

A la demande de la cellule des marchés, les attributaires retenus devront signer*** l'acte d'engagement du marché complété du numéro de marché et des annexes le cas échéant.

***La signature de l'acte d'engagement (ATTRI1) pourra être réalisée de manière électronique ou manuscrite si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique. (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23784>)

Dans l'hypothèse d'une signature électronique, le certificat de signature utilisé par l'attributaire doit répondre aux conditions prévues par l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Seuls les certificats de signature électronique conformes au règlement eIDAS sont autorisés ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique, il devra faire parvenir au CHU de CAEN un document signé manuscritement de manière originale.

5.8. Attribution du marché

Conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve de la vérification par le CHU de Caen de la régularité des attestations et certificats énumérés ci-dessous, délivrés par les administrations ou organismes compétents :

- Les **attestations et certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le soumissionnaire a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales**.

La liste des impôts et taxes concernés est fixée par arrêté du ministère de l'économie et des finances du 22 mars 2019.

- | | |
|--|--|
| France
ou
Union Europ. | <ul style="list-style-type: none">• Soit une photocopie de l'attestation de régularité fiscale et de l'attestation concernant l'ensemble des cotisations sociales• Soit les certificats équivalents pour le pays d'origine du soumissionnaire• Soit les certificats équivalents pour le pays d'origine du soumissionnaire. |
| Pays Tiers | <ul style="list-style-type: none">• Soit une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine du soumissionnaire. |

S'agissant des soumissionnaires étrangers, ceux-ci transmettront dans un délai maximum de huit (8) jours suivant la demande du CHU de Caen, les documents attestant de la régularité de leur situation fiscale et sociale. Tous les documents provenant de pays non francophones doivent impérativement être traduits en langue française (article D 8222-8 du Code du travail).

* *
*